

# Les fondements de la théorie économique

## Argent, marché et pouvoir social

GARRY JACOBS\*

Il y a moins de dix ans, une crise sans précédent balayait la planète, et voilà que l'économie mondiale est de nouveau à la dérive. Économistes, banques centrales et têtes dirigeantes des entreprises et des gouvernements peinent à appréhender la menace et à y répondre. Or, comme en 2008, le débat se focalise sur les retouches et les corrections du système actuel. L'existence d'implications plus profondes est rarement admise. Il y a vingt-cinq ans, l'effondrement des économies centralisées et planifiées ouvrait la voie à une résurgence de la théorie néolibérale et à une politique publique qui ont détruit les systèmes de protection sociale, déresponsabilisé les syndicats, allégé le fardeau fiscal des riches et permis aux multinationales de régner sur la terre sans être inquiétées ni par la concurrence ni par l'État de droit. La philosophie économique dominante marque le retour à des concepts et à des politiques obsolètes.

Une multitude d'acteurs réclame, à maints égards, une nouvelle théorie économique. La crise actuelle a mis en lumière les failles et les déficiences structurelles du modèle économique actuel. Or la plupart des économistes se préoccupent plus de théoriser sur ce qui n'a pas fonctionné en se cantonnant au cadre conceptuel existant, que d'en réexaminer les prémisses fondamentales et d'ouvrir leur regard à de nouvelles perspectives plus viables. Il y a dix ans, cette aspiration aurait suscité la moquerie des dirigeants, des économistes et de la population dans son ensemble. Aujourd'hui, on sent poindre un malaise, comme Hamlet se doutant en son for intérieur que tout ne va pas bien dans l'État du Danemark. Il faut changer de perspective et ne plus chercher à consolider un système par nature imparfait et défaillant, mais plutôt en concevoir un meilleur. Il convient dans ce but de réexaminer les fondements sociaux et politiques des systèmes économiques modernes pour comprendre enfin les forces sous-jacentes qui ont façonné leur développement et les conduisent dans une autre direction.

La quête d'une nouvelle théorie doit dévoiler à la fois les hypothèses explicites et les prémisses implicites qui servent de fondement au modèle actuel. Elle doit rejeter l'idée de

---

\*Directeur général de la World Academy of Art & Science ; vice-président de The Mother's Service Society, Pondichéry (Inde) ; membre international du Club of Rome.

JACOBS, Garry, « Money, Markets and Social Power », *Cadmus* 6, no. 2, mai 2016, pp. 20-42. Disponible à l'adresse : <http://cadmusjournal.org>

lois économiques immuables et envisager les systèmes économiques comme des constructions humaines modelées par les circonstances et les forces dominantes du passé et donc capables d'évoluer continuellement et de s'améliorer profondément. La formulation d'une nouvelle théorie devrait commencer par un réexamen approfondi de l'économie jusque dans ses principes élémentaires. À l'ère de la mondialisation galopante, de l'évolution sociale accélérée et d'une intégration inégalée, il convient de réexaminer les frontières étroites des dimensions spatiale, temporelle et conceptuelle qui délimitent les concepts économiques, les modèles, les institutions et les politiques d'aujourd'hui. La future science de l'économie doit nécessairement avoir une envergure mondiale plutôt que nationale et offrir une perspective évolutionniste plutôt que statique. Elle doit être fondamentalement interdisciplinaire afin d'embrasser totalement les interconnexions sectorielles de plus en plus complexes propres à la société moderne. Elle doit aussi explorer en profondeur les activités économiques et les institutions afin d'identifier les principes transdisciplinaires de l'existence sociale et du développement formant les fondements théoriques de toutes les sciences humaines.

Ce document examine trois aspects fondamentaux de l'économie moderne afin d'illustrer les types de problèmes et les perspectives connexes à une reformulation de l'économie. Il cherche à inscrire le fonctionnement de l'économie dans un contexte politique, social, culturel, psychologique et écologique plus large. Il cherche à dévoiler les forces sociales sous-jacentes responsables du fonctionnement actuel des économies, que l'on peut examiner et contrôler efficacement à condition qu'elles soient délibérées et explicites. L'idée que les économies fonctionnent de telle façon en raison de forces sociales irréductibles peut sembler opportune aux yeux des experts, mais elle ne peut servir de base à une théorie scientifique valide. L'économie et la science économique sont toutes deux des inventions de l'homme. Quelles que soient les forces ayant façonné leur développement par le passé, le seul objectif légitime de la science économique est un système de connaissances favorisant le bien-être et les conditions de vie de toute l'humanité.

Selon l'argument central de ce document, les marchés et l'argent sont des inventions remarquables visant à structurer les relations humaines au service de la réalisation sociale. Ces instruments sont destinés à convertir le potentiel social en pouvoir social. Ils utilisent le pouvoir de l'organisation pour transformer les énergies humaines en capacité sociale. La répartition des droits et des privilèges dans la société détermine le fonctionnement de ces institutions sociales et leurs bénéficiaires. La liberté suppose l'accès au pouvoir social et n'est possible que dans la mesure où toutes les formes de ce pouvoir sont réparties équitablement. Le système actuel est par nature biaisé en faveur des élites, renforçant la domination des plus puissants. Le développement le plus complet de l'individu et du bien-être social ne peut être atteint que dans des conditions de liberté et d'égalité. La théorie économique doit expliciter les forces sous-jacentes déterminant la répartition du pouvoir et ses avantages, afin de choisir délibérément la politique à établir et de réorienter les marchés et l'argent pour promouvoir le bien-être de l'homme et ses conditions de vie.

Nous partons du postulat selon lequel tout système économique a pour objectif de maximiser la sécurité économique, le bien-être et les conditions de vie de ses citoyens. Par

comparaison avec le passé, le système actuel a réussi de façon remarquable à engendrer une prospérité incomparable pour une population mondiale croissante. Toute critique du système actuel doit commencer par une évaluation détaillée de ses réalisations.

## Le marché

Les économies de marché modernes sont un sous-ensemble constitutif d'un vaste système d'institutions sociales qui forme la base de l'économie et permet ses réalisations. La naissance du marché primordial était un dispositif simple conçu pour réunir les acheteurs et les vendeurs en un lieu et à une heure donnés pour échanger des marchandises. La foire traditionnelle du village s'est progressivement muée en place de marché urbaine et centralisée, reliant différentes zones rurales et des régions reculées grâce aux routes et aux voies navigables. Au Moyen Âge, le succès des foires de Champagne marquait les balbutiements des marchés cent pour cent européens basés sur le même principe.

La richesse des économies modernes est fondée sur l'organisation en perpétuelle expansion des relations humaines. Le marché est un exemple simple, mais extrêmement puissant d'organisation sociale agissant comme un catalyseur de la production en stimulant les échanges. Avant les marchés, les fermiers voyaient peu d'intérêt à produire plus que ce dont ils avaient besoin pour leur propre consommation et les échanges locaux. Les marchés étendent et consolident le pouvoir des économies en recentrant l'attention non plus sur la production mais sur l'échange.

La création des marchés a transformé l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale en incitant les fermiers à optimiser leur production pour l'échanger contre des marchandises de base et exotiques les plus diverses. Eugen Weber écrit que les vigneron d'un coin isolé de la France rurale, sans accès aux marchés régionaux, avaient pour habitude de nourrir leurs cochons avec leur surplus de vendange, car l'abondante production de raisin et de vin couvrait largement les besoins de la consommation locale. La construction de ponts et de routes permit rapidement aux villageois d'étendre leur commerce aux marchés plus importants et d'exporter leur vin au Moyen-Orient<sup>1</sup>. L'époque décrite par Adam Smith est antérieure aux progrès des transports qui ont contribué au développement des marchés nationaux écossais. Les barons féodaux contrôlant de vastes étendues de terre avaient peu d'intérêt à accroître la production au-delà des quantités nécessaires pour nourrir leur famille et leur important contingent de compagnons armés, car les surplus de production avaient peu de valeur. Une fois au contact des marchés urbains, les grands propriétaires fonciers ont sévèrement réduit le nombre de leurs dépendants (dans un cas, de plusieurs milliers à 50 seulement) afin de convertir les surplus en une large gamme de marchandises de luxe<sup>2</sup>.

*Toute réalisation sociale est le fruit du processus de génération, de libération, de direction et de canalisation des énergies humaines, par l'organisation et la coordination des interactions et des relations entre les individus, les activités et les institutions. L'immense capacité productive et innovante des économies de marché naît de la liberté de choix et d'action qu'elles accordent à l'initiative et à la créativité individuelles d'une part, et à l'innovation et à bonne coordination*

*de l'action collective d'autre part.* La liberté libère les énergies humaines productives. Les débouchés commerciaux dirigent ces énergies à des fins productives. L'évolution des réseaux complexes de marchés à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale canalise ces énergies afin d'optimiser la production et l'échange de biens et de services. L'expansion spatiale des marchés élargit la gamme et le choix des marchandises disponibles et permet aux acheteurs de se fournir auprès des producteurs les plus compétitifs.

*Depuis toujours, l'économie et la politique sont inextricablement liées.* Sans l'assurance de la propriété et de la sécurité des biens, sans l'exécution des contrats, sans l'arbitrage des conflits et sans la protection contre la confiscation arbitraire, la liberté de production et d'échange est une idée vaine. Les économies de marché les plus productives se sont développées dans les régions où les droits de la personne, l'État de droit et la protection des biens étaient les mieux respectés. Ainsi, en se renforçant mutuellement, les démocraties et les économies de marché ont évolué de pair. De même, les marchés ont prospéré dans les communautés offrant les meilleures infrastructures de transport et de communication et réunissant les personnes les plus compétentes, cultivées et instruites.

À l'époque où le pouvoir des monarques et des empereurs dépassait de loin les capacités de toute entreprise commerciale, Smith opposait les politiques mercantiles des gouvernements européens qui protégeaient les intérêts de la couronne et d'une petite communauté de commerçants importants aux dépens du grand public. Il n'avait jamais imaginé que de grandes multinationales émergeraient, qu'elles jouiraient d'un pouvoir économique et politique outrepassant la richesse et l'influence de nombreuses nations, ou même qu'elles seraient capables de saper l'écosystème de la planète. L'essor des grandes entreprises commerciales au XVIII<sup>e</sup> siècle et des compagnies privées de chemins de fer au XIX<sup>e</sup> siècle a redistribué les cartes du pouvoir : les marchés libres ne sont plus menacés par les gouvernements, mais par les producteurs, les commerçants et les transporteurs. La multiplication du pouvoir social engendré par la révolution industrielle a généré une capacité économique sans précédent tout en faisant peser de nouvelles menaces à la liberté et à la créativité humaines.

Le développement des économies de marché au XX<sup>e</sup> siècle est indissociable du développement des systèmes politiques pour gouverner les actions des entreprises, des systèmes éducatifs pour fournir la main-d'œuvre qualifiée requise, des institutions de recherche scientifique pour appuyer l'innovation technologique permanente des produits et de la production, et des progrès continus en matière de transport et de communication. À cela s'ajoute un tissu dense de lois et de mécanismes judiciaires destinés à définir et protéger les droits et les responsabilités, à préserver la concurrence, à assurer un traitement équitable aux travailleurs et aux consommateurs, à protéger et à soutenir les communautés, et enfin à sauvegarder les droits environnementaux des générations présentes et futures.

*L'immense pouvoir productif des économies modernes est un sous-ensemble indissociable du pouvoir croissant d'une organisation sociale mondiale complexe et toujours plus sophistiquée embrassant quasiment tous les aspects de l'existence humaine.* Les économies modernes ont évolué de pair avec des gouvernements nationaux stables, des systèmes démocratiques de gouvernance, des relations internationales pacifiques appuyées par le développement ra-

pide du droit international et par un réseau étendu d'institutions internationales, de systèmes judiciaires transparents, d'institutions de réglementation des marchés et du secteur bancaire, de médias indépendants, de systèmes d'éducation et de recherche, de systèmes de protection sociale, d'agences de défense des consommateurs et de l'environnement, et d'une pléthore d'autres organisations.

Les récentes tentatives d'introduction d'une économie de marché dans les pays incapables de garantir une gouvernance démocratique, l'État de droit et la justice sociale illustrent bien l'importance capitale de ce tissu social sous-jacent. Ces vingt-cinq dernières années, l'histoire de l'Ukraine et d'autres pays de l'ancienne Union soviétique démontre avec force que le développement d'une économie de marché équitable dépend totalement du développement préalable et proportionné de toutes les autres institutions propres à une organisation sociale moderne<sup>3</sup>.

### Les mythes du marché

Si remarquables et inédites que soient ses réalisations, au regard de tout critère d'optimalité, le système actuel d'économie de marché n'impressionne pas. Si on le juge à l'aune de son rôle dans l'optimisation de la sécurité, du bien-être et des conditions de vie de tous les citoyens, il échoue lamentablement à exploiter efficacement la capacité productive surabondante et donc à répondre aux aspirations et aux besoins toujours croissants de la population mondiale. Il ne parvient pas à développer et à employer le capital humain, précieux, mais périssable, qui constitue la base, le sommet et le cœur de la civilisation et de la culture en mouvement de l'humanité. Aujourd'hui, quelque 200 millions de travailleurs sont sans emploi et 1 milliard de personnes environ sont sous-employées. Le taux de participation de la main d'œuvre chute tandis que le chômage des jeunes augmente. Le système actuel n'assure pas une répartition équitable des extraordinaires avantages des processus économiques modernes. L'inégalité économique a atteint des niveaux record en près d'un siècle. Dans le même temps, les besoins essentiels et les aspirations de milliards de personnes ne sont pas satisfaits et les niveaux de pauvreté s'accroissent dans certaines régions. Le système ne garantit pas les règles équitables, essentielles à une véritable économie de marché. En pleine poussée de la mondialisation, les multinationales jouissent d'une liberté exceptionnelle vis-à-vis de la nation. Les fusions et les acquisitions (FUSACQ) limitent la concurrence à l'échelle mondiale. Le système actuel échoue à utiliser efficacement le capital financier pour le bien-être de la société. De nos jours, la masse monétaire abonde, mais seule une faible part est consacrée à l'investissement productif. Sur quelque 250 billions de dollars d'actifs financiers mondiaux, probablement moins de 20 pour cent sont injectés au profit de l'économie réelle.

Si impressionnantes soient-elles du point de vue historique, les réalisations actuelles laissent perplexe au regard de l'ampleur des besoins insatisfaits et des capacités sous-utilisées. Tous ces échecs sont symptomatiques d'un système économique s'écartant de plus en plus des besoins de l'homme et du bien-être de la société. Les marchés financiers supposés servir et favoriser le développement de l'économie réelle sont aujourd'hui indé-

pendants et de plus en plus déconnectés de cette dernière. L'application débridée des nouvelles technologies creuse un fossé toujours plus profond entre la production et l'emploi, alors même que les systèmes de protection sociale sont soumis à des restrictions et que les individus n'ont pas d'autres moyens de subsistance. L'activité économique menace de plus en plus la sécurité des individus, la stabilité de la société et la durabilité de l'environnement à l'échelle planétaire.

L'argument certainement le plus convaincant en faveur du système économique actuel est qu'il est préférable aux autres voies connues. On pouvait affirmer jadis que la monarchie valait mieux qu'un système politique divisé, constitué de barons féodaux indépendants, ou que l'introduction de la monnaie a représenté une avancée considérable par rapport au troc. Cela a été vrai pour des milliers d'avancées sociales, chacune étant tour à tour supplantée par une autre.

L'attrait majeur du système économique de marché procède de son association avec les valeurs humaines universelles. Le marché est un symbole incontestable de liberté, d'autonomie, d'individualité et de créativité. En éliminant l'intervention des monarches tyranniques s'auto-enrichissant, il se présente comme la démocratisation de l'économie. Fondé sur des principes universels, il se veut guidé par l'équivalent social des lois universelles de la nature découvertes par la science et qui gouvernent le monde naturel.

L'attrait intellectuel de la théorie économique néoclassique est un mirage fondé sur un mythe dominant et des idées profondément fausses qui font obstacle à un débat intelligent. L'économie de marché n'est pas un phénomène naturel, mais une création de l'humanité. Elle n'est pas fondée sur des lois universelles immuables, mais bien plus sur des principes et des règles formulées par des êtres humains pour servir des intérêts spécifiques, qui évoluent continuellement au fil du temps. L'économie de marché n'est pas une construction de Dieu ou de la nature. C'est une construction sociale de la réalité et notre conception de cette dernière est fortement influencée par des modes de pensée socialement construits. En quête d'une science naturelle de l'économie, l'équivalent newtonien des lois du mouvement, l'économie se base sur la conception d'un mécanisme d'horlogerie miraculeusement indépendant de la conscience des êtres humains qui l'ont façonnée, qui formulent les règles qui le régissent, et qui prennent les innombrables décisions grâce auxquelles il fonctionne. Nous reconnaissons au marché le pouvoir quasi mystique d'améliorer le bien-être humain de tous en respectant les principes de justice et d'équité impartiaux. Or ces pouvoirs sont dans une large mesure mythiques. L'idée de marchés présentés comme des terrains de jeu impartiaux, indépendants et sans parti pris est une illusion fabriquée.

Les marchés tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui ne sont pas rationaux, justes, équitables, ou efficaces, et ils n'optimisent certainement pas le bien-être des hommes. La notion de justice et d'équité est compromise par les brevets et les lois du copyright qui, selon *The Economist*, accordent des droits sans commune mesure avec les bienfaits sociaux générés<sup>4</sup>. Elle est altérée par des pratiques de monopole total, par une consolidation sectorielle excessive occasionnée par les FUSACQ, et par des politiques fiscales encourageant les investissements en capitaux, l'emploi ou les riches au détriment d'autres catégories de

revenus. Elle est soumise au poids considérable des intérêts particuliers, à la tentation des politiciens corrompus et aux pratiques malsaines de passation de marché. Elle est faussée par la quête de maximisation de la rente d'une kyrielle de privilégiés et de professionnels omniprésents dans la sphère politique gouvernant les opérations du marché. Aux États-Unis par exemple, le quota d'étudiants en médecine est resté fixe de 1980 à 2006 malgré la croissance de la population de 37 pour cent, ce qui a permis aux médecins de s'assurer des revenus élevés sur le dos de la classe moyenne<sup>5</sup>. Le *Washington Post* a récemment mis le doigt sur l'exemple peu connu des dentistes américains qui, usant de leur influence, ont pu maintenir des prix monopolistiques deux fois supérieurs à ceux du marché pour des pratiques non médicales telles que le blanchiment des dents<sup>6</sup>.

L'efficacité des marchés dépend largement de la définition et de la comptabilité de chacun. Certes, à l'échelle de l'entreprise, les marchés encouragent l'efficacité des moyens de production. Dans le même temps, du point de vue social, ils entretiennent une activité concurrentielle peu fructueuse et génèrent des coûts importants, traités comme des effets externes. La préférence pour le capital et les technologies gourmandes en énergie au détriment du travail n'est pas une loi de la nature, mais plutôt la conséquence des politiques qui encouragent l'investissement en capital, taxent le travail et fixent le prix de l'énergie bien au-delà de son véritable coût de remplacement et ignorent le véritable impact social de la pollution. Tandis que l'entreprise peut optimiser son rendement en remplaçant la main-d'œuvre par les machines, l'ensemble de la société endosse d'immenses coûts financiers et sociaux résultant de la hausse des niveaux du chômage et du sous-emploi, de la pauvreté, du crime, de la maladie physique et mentale, de l'aliénation sociale et de la violence. Selon une étude conduite par Randall Wray aux États-Unis, le coût social du niveau croissant du chômage est supérieur ou égal au coût direct de l'emploi<sup>7</sup>.

Comme le fait remarquer l'économiste et ancien banquier conseil Tomas Björkman dans son livre *Market Myths*, notre conformisme orthodoxe nous empêche de voir les écarts criants entre le mythe du marché et les hypothèses extrêmement irréalistes sur lesquelles le modèle économique néoclassique est construit, entre les modèles théoriques et le mode véritable de fonctionnement des marchés, et entre le mode de fonctionnement actuel des marchés et les autres modèles qui pourraient être créés tout en restant dans le cadre des économies de marché<sup>8</sup>. Les économistes sont si soucieux de comprendre les caractéristiques et les idiosyncrasies insignifiantes du système actuel qu'ils pensent à peine à remettre en question les prémisses sur lesquelles il est fondé ou à explorer des solutions plus attrayantes.

L'économie est encore gouvernée par le concept fictif de l'équilibre du marché. Si les marchés tendent vers l'équilibre, pourquoi l'inégalité économique atteint-elle un niveau sans précédent ? Pourquoi les multinationales ont-elles consolidé la suprématie des marchés mondiaux les uns après les autres ? Pourquoi le cours du baril de pétrole s'est-il envolé, culminant à 150 dollars, puis a soudainement chuté à 30 dollars ? Pourquoi les marchés immobiliers et financiers fluctuent-ils autant, passant d'un extrême à l'autre ? Pourquoi les banques centrales doivent-elles mettre fin à l'exubérance irrationnelle puis donner un coup de fouet aux investissements et à la consommation ? Pourquoi la courbe du chômage

s'accroît-elle inexorablement malgré le démantèlement de la législation relative à la protection de l'emploi dans de nombreux pays? Les physiocrates ont rejeté il y a un siècle la conception newtonienne d'un monde en équilibre. Aujourd'hui, il est parfaitement admis que nous vivons dans un univers en évolution et en expansion rapide. L'idée de formes de vie éternellement statiques a été supplantée au XIX<sup>e</sup> siècle par la conception darwinienne de l'évolution biologique. L'évolution de la science et de la technologie est si flagrante qu'elle se passe d'illustration. Pourtant la théorie économique s'accroche au concept de l'équilibre statique en externalisant les puissantes forces qui poussent à l'évolution rapide de tout le système politique, économique et social mondial.

On comprend que les riches, les entreprises et leurs inféodés du milieu politique, et les dirigeants de banques centrales liés par des mandats constitutionnels limités s'agrippent au dogme présent et s'appliquent à le maintenir à l'abri de tout contrôle et de tout reproche. Mais cela n'explique pas pourquoi la vaste majorité des économistes se consacrent à l'analyse et au rafistolage plutôt qu'à la remise en question des prémisses de fond et à la conceptualisation d'un meilleur modèle.

## L'évolution d'une économie centrée sur l'humain

*La société évolue au fur et à mesure de l'organisation des activités humaines de façon exponentielle dans l'espace et dans le temps, avec une coordination accrue des innombrables activités et une intégration plus complète des nombreuses strates du tissu social.* Le marché est le résultat extraordinaire de l'ingéniosité de l'homme, une organisation sociale capable de gérer des niveaux croissants exceptionnels d'inter-connectivité et de complexité, à une vitesse et à une précision toujours plus élevées. Comme la démocratie et d'autres formes de technologie sociale, sa valeur dépend de l'objectif principal dans lequel il s'applique, des valeurs qui le guident et des principes sur lesquels il se fonde.

En réalité, les échecs décrits ci-dessus sont mineurs comparés au principal défaut de la théorie économique dominante, c'est-à-dire l'écart par rapport à son objectif premier. Les institutions sociales sont créées pour servir la société, ce qui leur confère leur légitimité. Elles ont pourtant une tendance quasiment irrésistible à s'écarter, au fil du temps, de leur objectif premier, comme l'ont si souvent fait l'Église, l'État, l'Armée et d'autres institutions. Comme d'autres institutions, le marché s'est éloigné de l'objectif premier que Smith a porté aux nues, et a été détourné en vue de servir de puissants intérêts particuliers. Cet objectif peut et doit être rétabli. Certains peuvent avancer que les marchés ont toujours suivi ce mode de fonctionnement et ont été sujets à cette même altération, tout comme les gouvernements ont toujours servi les intérêts d'une élite, quels que soient les idéaux affichés. Mais une rectification n'en est pas moins justifiée. Le simple fait que toutes les démocraties aient échoué dans leur poursuite de la liberté, d'égalité et de justice ne justifie pas le *statu quo*. Bien plus, cela appelle une action évolutionniste ou révolutionnaire afin d'atteindre l'idéal original.

Ce dont nous avons besoin maintenant n'est ni plus ni moins qu'une révolution copernicienne de l'économie afin de libérer nos esprits des mythes, illusions et idées

fausses sur lesquels la théorie actuelle repose. Mais cette révolution doit se faire dans l'autre sens. Copernic a contesté la conception anthropocentrique et géocentrique de l'univers physique qui déformait et exagérait la place de la terre et de l'humanité dans la vision universelle des choses. Au lieu de cela, il a jeté une perspective héliocentrique selon laquelle la terre n'était qu'un satellite du soleil, un minuscule point dans l'univers infini. L'humanité était évincée de sa place centrale. C'était une expérience humiliante pour l'Élu de Dieu. Par contraste, le modèle économique dominant s'obstine à placer le marché, l'argent et la technologie au centre et les intérêts de l'humanité à la périphérie. Son objectif est de maximiser l'activité économique, non la sécurité, le bien-être et les conditions de vie de l'homme. Il prospère grâce à une consommation sans limites et à la destruction gratuite de l'environnement. Il concentre l'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité, au lieu de disséminer le bien-être économique entre tous. Il adore les dieux illusoire du marché et prête une sagesse indiscutable à des procédés manifestement imparfaits. *En inversant le modèle, nous devons replacer les êtres humains au centre de la théorie économique et concevoir un système de marché offrant à tous un niveau maximal de liberté, de sécurité et de bien-être.*

Il ne s'agit pas de choisir simplement entre des marchés réglementés et des marchés libres qui s'auto-organisent. Les marchés auto-organisés sont rarement voire jamais libres. Le caractère d'auto-organisation de l'Internet n'empêche pas une poignée de géants de contrôler une part croissante du trafic sur le Web et des revenus associés. Les marchés libres existent, et ce uniquement dans le cadre offert par la démocratie, l'État de droit et l'autorité réglementaire. Les réglementations garantissant de l'État de droit, des pratiques équitables et des valeurs humaines et combattant le monopole sont essentielles au bon fonctionnement d'une économie de marché. Mais cela ne signifie pas qu'une régulation directe par le gouvernement soit requise pour garantir le bon fonctionnement de chaque marché. S'assurer que les lois et les règles régissant les marchés sont justes et équitables peut nettement faire avancer les choses.

Une perspective historique sur l'origine et le développement des lois et pratiques actuelles montrera que d'autres forces sociales sont continuellement intervenues pour fausser les mécanismes du marché en faveur des privilégiés et des puissants. Aussi une véritable science de l'économie doit-elle être basée sur une science de la société qui embrasse les sources du pouvoir social et les moyens par lesquels l'exercice légitime de ce pouvoir est détourné dans l'intérêt d'une classe privilégiée.

Le débat entre le bien public et le bien privé est un faux débat. *Les marchés sont basés sur les principes fondamentaux des relations humaines et de l'organisation sociale.* Toute connaissance, toute richesse, toute découverte et invention est le fruit de la collaboration entre des individus entrepreneurs et les communautés dans lesquelles ils évoluent. *Il ne peut exister de bien optimal pour tous les individus de ce monde sans en optimiser simultanément les bienfaits pour l'ensemble de la société. Chaque réalisation individuelle se fonde sur les réalisations cumulées de l'humanité entière depuis des millénaires.* Le calcul numérique d'aujourd'hui doit ses incroyables performances à l'invention du zéro, des chiffres hindous et de la numération décimale de position par des mathématiciens indiens il y a plus de

1600 ans et à leur transmission par les érudits perses quelque quatre siècles plus tard. Rien ne peut être pensé, exprimé, inventé ou produit sans puiser dans cette source universelle de richesse sociale. De même, il ne peut y avoir de progrès social sans l'aspiration, l'inspiration et l'invention d'individus créatifs.

Les marchés se sont développés à partir d'origines rudimentaires ancestrales. Outre le fait qu'ils se sont étendus, diversifiés et complexifiés, ils sont également devenus au fil du temps plus équitables et plus humains. Rien ne permet de penser que le système actuel ait atteint son niveau optimal de justice et de perfection. Tout porte à croire au contraire qu'il constitue la forme partielle et très imparfaite d'un système social doté d'un immense potentiel d'évolution et de progrès. Aujourd'hui, la concentration croissante de la richesse et le fossé grandissant entre l'argent et l'économie réelle limitent sévèrement la prospérité économique dans le monde entier. La démocratie s'est révélée être une forme de gouvernement bien plus puissante et stable que n'importe quelle monarchie, car elle permet à tout citoyen de jouir de droits politiques et de la liberté. Pour réaliser pleinement leur potentiel de création de richesse, les économies de marché doivent donc offrir à tous les citoyens les moyens d'y contribuer de manière productive et de récolter les fruits des efforts de la société.

L'évolution des systèmes sociaux est multidimensionnelle. La capacité quantitative, la portée géographique et la vitesse de fonctionnement de tous les systèmes sont fonction de l'organisation et de la technologie. Les valeurs qualitatives qu'ils affichent sont fonction de la conscience, du choix et de la volonté politique. Une science de l'économie centrée sur l'humain doit réexaminer le but, les valeurs et les principes de fonctionnement de l'économie de marché pour optimiser sa capacité à répondre aux besoins de l'homme, à promouvoir son bien-être et à favoriser son évolution.

## L'argent

Ce qui est vrai des marchés est vrai de l'argent également. Selon la théorie économique conventionnelle, l'argent se définit comme un moyen d'échange, une unité de compte et une réserve de valeur. Or cette formule maintes fois répétée ne décrit pas la réalité de l'argent et n'explique pas suffisamment sa capacité à catalyser le développement économique, social et humain. Une meilleure compréhension de la réalité de l'argent révèle les immenses possibilités de ses pouvoirs créatifs au service du bien-être économique et social. C'est au développement psychologique humain, le but ultime de la civilisation, qu'il contribue le plus.

### *L'argent en tant qu'organisation*

L'argent tire son pouvoir du fait qu'il est une organisation sociale, de même que la langue, le marché et l'Internet sont des organisations sociales. La langue est un système organisé de lettres, de mots et de sons. Les mots que nous utilisons n'ont pas de valeur intrinsèque autre que celle que nous leur attribuons par convention sociale et association

psychologique. Le pouvoir des mots vient du fait qu'ils véhiculent un sens communément admis. Si chacun avait sa propre langue, elle serait inutile pour communiquer avec les autres. Plus les locuteurs d'une langue sont nombreux, plus les mots qui la composent ont de pouvoir comme vecteur de communication. C'est la convention sociale plutôt que leur valeur intrinsèque qui rend les mots puissants.

Cela s'applique aussi à l'argent. La plupart des gens considèrent l'argent comme une chose, bien qu'aujourd'hui l'argent soit rarement utilisé sous sa forme tangible. L'argent n'est pas une chose en soi. C'est une convention sociale qui valorise et organise les relations d'interdépendance entre les hommes et qui tire sa force de son caractère collectif. Le développement et l'acceptation d'une convention commune et d'un standard d'acceptabilité de l'argent évoluent depuis des siècles. Cette convention est rendue possible par les institutions qui l'émettent sous des formes normalisées, par les lois qui gouvernent son émission, lui confèrent son pouvoir libérateur et garantissent les droits de propriété, par les procédures et mécanismes de transfert, de transport, de stockage et de convertibilité, et enfin par les méthodes de reddition de compte, de prêt et d'emprunt, etc.

Le pouvoir de l'argent ne procède pas d'une valeur intrinsèque seule, mais d'une organisation sociale complexe sous-tendant sa création et son utilisation. L'utilité, la productivité, la valeur d'usage et le pouvoir social de l'argent proviennent de cette organisation et peuvent être multipliés indéfiniment en rehaussant la qualité et la portée de cette organisation. Plus la population englobée est large et la qualité, la fiabilité, la loyauté et la responsabilité de cette organisation sont grandes, et plus l'argent a de pouvoir. Ainsi, nous voyons qu'en temps d'incertitude financière et d'agitation politique la valeur de l'argent peut reculer considérablement, voire s'effondrer complètement.

L'argent est une organisation sociale constituée d'un réseau complexe d'organisations sociales tangibles. Mais la réalité de l'argent est délimitée par sa forme extérieure, sa structure et sa fonction économique. L'argent est aussi une institution sociale impalpable transcendant les frontières finies des organisations qui l'ont créé et l'administrent. Il est gouverné par des conventions et des pratiques sociales informelles, des valeurs sociales et des droits acquis, l'influence et le pouvoir social qui accroissent son utilité sans s'y limiter. Les grands orateurs ne se distinguent pas uniquement par leur vocabulaire, le contenu de leurs messages, la clarté ou la puissance de leur voix ou la correction de leur grammaire. Leur particularité procède également de la foi, de la confiance, de la crédibilité, de la sincérité, de la conviction, du courage, de la force de caractère, de la cohérence logique, de l'idéalisme, de la perspicacité, de l'inspiration et d'autres qualités intangibles véhiculées par leurs discours. Ces facteurs immatériels sont à même d'exercer une bien plus grande influence que le contenu véhiculé par leurs messages, et c'est effectivement souvent le cas. Ainsi, Churchill, le mahatma Gandhi et Martin Luther King ont attiré des foules immenses et incité des nations entières à joindre l'action à la parole.

Il en est de même pour l'argent. Le véritable pouvoir de l'argent provient du subtil tissu social qui constitue une source incommensurable de connaissances, d'énergie et de potentiel de créativité et de création de richesses. L'argent est une force subtile. Comme la connaissance, il se multiplie quand il est partagé, tout comme Google a grandi de façon

exponentielle jusqu'à devenir la plus grosse capitalisation boursière au monde en basant sa stratégie sur des services gratuits pour le public du monde entier. L'immense créativité qui s'est exprimée depuis l'avènement de l'Internet il y a vingt ans n'est que la partie émergée de l'iceberg du potentiel social créatif caché et inutilisé. C'est une perception similaire qui a poussé le président des États-Unis Franklin Roosevelt à s'exprimer auprès du peuple américain par voie radiophonique dès sa prise de fonction en 1933. Le pays était en proie à une panique boursière nationale sans précédent conduisant plus de 6000 banques à la faillite. Rien de ce que Roosevelt avait appris en économie sur les bancs de l'université d'Harvard ne l'avait préparé à la gestion d'une crise d'une telle ampleur. Aucun des instruments de politique conventionnelle appliqués par le président Hoover les trois années précédentes n'avait eu d'effet. Roosevelt avait compris que le véritable fondement du système bancaire et financier était psychologique et social. La valeur de l'argent dépend de la confiance que le public accorde au système, au gouvernement et au système économique sous-jacent. Dans son discours, il rappelait à ses auditeurs les forces majeures du peuple américain que sont le courage, l'esprit d'entreprise et l'ingéniosité. Attribuant les faillites bancaires à la peur qui ronge le pays comme la maladie, il exhortait le peuple à rejeter cette crainte. Il appelait ses concitoyens à agir avec courage et à avoir foi en leur nation en redéposant à la banque leur épargne durement amassée. La semaine qui suivait, la panique était vaincue et le système bancaire sauvé.

Les crises résultent de circonstances que nous sommes incapables de traiter par une organisation sociale appropriée, soit parce que le système existant s'est développé de manière inadéquate, soit parce que des forces bien établies contrecarrent fortement le progrès. La grande dépression n'était pas en substance une crise financière ou économique. Elle était le fruit de la résistance opposée par des institutions dépassées et des intérêts particuliers à une grande transition sociale évolutionniste. *Le New Deal* a humanisé le capitalisme. Il a marqué une nouvelle phase de l'évolution sociale et conduit à une croissance et une prospérité sans précédent.

### ***L'argent comme symbole***

L'organisation représente un pouvoir immense pour la productivité sociale. Mais le pouvoir de l'argent ne procède pas seulement de son caractère d'organisation sociale. L'argent est aussi un symbole mental et les symboles possèdent un pouvoir inhérent extraordinaire qui décuple celui de l'organisation. Selon un rapport de 2015, la marque Apple affichait une valorisation de 170 milliards de dollars, soit la plus forte valeur au monde<sup>9</sup>. Le logo de l'entreprise, une pomme croquée, symbolise non seulement l'entreprise, ses produits et ses actifs financiers, mais aussi toute l'énergie, la créativité, l'innovation, le glamour et le prestige qui lui sont associés. Les produits sont le symbole d'un statut. Un poste chez Apple fait de tout un chacun le membre d'une élite professionnelle de la haute technologie. Siéger au conseil d'administration ou au comité directeur d'Apple vous ouvre des portes aux quatre coins du globe. Le directeur général d'Apple peut s'en-

tretenir avec n'importe quel monarque ou chef d'état du monde, et même le secrétaire général de l'ONU ou le pape, du simple fait de sa fonction.

Quelle est la symbolique de l'argent ? Au premier échelon de l'économie, l'argent est une représentation symbolique de toutes ces choses (produits, services, technologies, propriété physique et intellectuelle, entreprises, et autres formes du capital, etc.) contre lesquelles il peut être échangé. À un échelon supérieur, il symbolise la capacité économique d'une nation qui l'émet et l'honore, les ressources naturelles dont elle est dotée, l'éducation, les compétences et l'esprit d'entreprise de son peuple, son infrastructure physique et sa capacité industrielle, etc. Encore plus haut, l'argent représente le degré de foi et de confiance du public en la stabilité de la société et de son gouvernement, la force et l'intégrité de ses institutions politiques, sa capacité d'autodéfense et d'auto-préservation, la qualité de son système éducatif, son aptitude à innover et à inventer, la valeur qu'il accorde à la vie humaine et à l'individualité, la protection juridique des droits, notamment de la propriété, et les valeurs culturelles dominantes, relatives par exemple à la liberté, à l'intégrité et au dur labeur. Le dollar américain est accepté aujourd'hui comme une devise mondiale *de facto*, car il est considéré comme un symbole non seulement pour les richesses, les ressources et les capacités productives immenses de son économie, mais aussi pour l'énergie, l'organisation sociale, l'individualisme, la créativité et la liberté à la base de la société américaine.

Les symboles comme le drapeau national, le seau du président des États-Unis, un *Academy Award*, un prix Nobel, un badge de policier, un PhD ou un MD de Harvard ou de Cambridge véhiculent bien plus qu'un pouvoir fonctionnel utilitaire. Le monde écoute les lauréats du prix Nobel quand ils parlent, même sur des sujets dans lesquels ils n'ont pas de qualification pédagogique ou intellectuelle. Influencés par les acteurs et des sportifs mis en avant par les publicités, les consommateurs achètent des parfums, des montres, des vêtements de créateurs et des voitures de sport de telle ou telle marque. Les symboles exercent une influence qui va bien au-delà de leur valeur utilitaire.

En tant que symbole, l'argent peut être utilisé pour représenter bien d'autres choses, et presque tout type de produit, de service ou d'actif immatériel qui peut être acheté ou vendu dans le monde. L'argent représente aussi d'autres pouvoirs sociaux, les moyens de transport et de communication, l'accès à l'éducation et aux loisirs, l'influence sur la politique, la législation et le processus décisionnel administratif, enfin le recours juridique pour faire appliquer ou défendre ses droits. Le fait de posséder de l'argent a le pouvoir intrinsèque de déboucher sur l'argent ou de l'attirer. Plus une personne a de l'argent, plus il y a de chances qu'on lui prête de l'argent. Le simple fait de posséder de l'argent confère une importance sociale, le respect, l'acceptation et l'influence sur les autres, ce qui en substance est productif. Combinés, ces pouvoirs rendent l'argent non seulement précieux et productif, mais aussi extrêmement créatif. L'argent a la capacité de fournir de nouvelles possibilités et occasions, de rassembler et d'associer les personnes, les ressources et les capacités organisationnelles de façon innovante, afin d'encourager la découverte de nouvelles connaissances et le développement de nouvelles technologies.

La théorie économique conventionnelle ne décrit ni n'explique correctement aucun de ces pouvoirs symboliques. Ils ne sont d'ailleurs pas mis à profit ou utilisés dans la mise en œuvre de la politique économique conventionnelle. Mais tous contribuent concrètement et significativement au rôle productif et catalyseur de l'argent et à sa capacité à multiplier et à se multiplier. Quand la nature subtile et les pouvoirs cachés de l'argent seront entièrement pris en compte, alors seulement les capacités créatives de cette institution sociale unique seront pleinement utilisées pour élever le bien-être de l'homme et ses conditions de vie.

### *La valeur humaine de la monnaie*

Toutefois, on ne saurait juger efficacement la véritable valeur de l'argent sous aucun de ces angles. La vraie valeur de tout système économique ou social doit être évaluée à l'aune de sa capacité à encourager la sécurité, le bien-être social et les conditions de vie d'un peuple. De même, les marchés devraient être évalués d'après leur capacité à stimuler la production et promouvoir des échanges bénéfiques entre les personnes, les organisations et les nations. La valeur de l'argent réside aussi dans son rôle de catalyseur qui facilite, accélère et optimise l'utilisation de toutes les ressources sociales existantes pour faire progresser l'humanité. Un système monétaire favorisant la sécurité et le bien-être d'une minorité n'est pas meilleur ou plus équitable qu'un système politique qui renforce le pouvoir et les privilèges d'un parti autoritaire, d'un dictateur militaire ou de l'aristocratie.

Pour juger de la véritable valeur de l'argent, il faut se demander s'il a efficacement servi le but dans lequel il a été créé, à l'instar de toutes les autres institutions économiques, c'est-à-dire pour encourager et assurer le bien-être et les conditions de vie des hommes. La vraie valeur de l'argent ne peut être jugée d'après ce qu'il peut acheter. La véritable valeur de la monnaie est sa valeur humaine au service de l'humanité. Sur ce point, l'argent, tout comme les marchés, échoue lamentablement à respecter sa mission sociale. Étant donné que les marchés sont dénaturés et biaisés en faveur des puissants de la sphère économique et politique, le fonctionnement de l'argent dans la société moderne est soumis à une longue liste d'influences manifestes qui détournent habilement son fonctionnement, son impact et sa force.

Le pouvoir social qu'a l'argent d'influencer légalement et illégalement les élections publiques, les mesures législatives et la politique administrative domine le monde à des degrés divers. Il est utilisé pour influencer les dépenses et les subventions gouvernementales, les tarifs douaniers, les politiques d'import-export, les lois sur les brevets et le copyright, les taux d'imposition sur le revenu et le salaire, les gains en capitaux et l'impôt sur la fortune, les dépenses du secteur de la défense et la protection environnementale, etc. Il détermine explicitement ou implicitement la politique des banques centrales qui favorise la stabilité de la richesse existante au détriment de mesures stimulant la production de nouvelles richesses, la création d'emplois et une répartition équitable. Il détourne la politique publique en faveur des investissements élevés dans les secteurs de l'énergie et des technologies, au détriment des investissements misant sur le capital humain. Aucune de

ces forces n'est prise en compte dans la vision étriquée de l'argent en tant qu'outil économique. Or elles influencent considérablement l'impact final des politiques et des activités économiques sur le bien-être et les conditions de vie de l'homme. Une analyse correcte de l'argent peut aider les nations affectées par la corruption à transformer le pouvoir destructif de la mafia en énergies constructives afin de restaurer l'État. Sur le même principe que les inoculations et les vaccinations qui, en médecine, provoquent une réaction immunitaire protectrice, le vol sur Internet est utilisé pour renforcer considérablement le niveau général de la sécurité sur le Web.

### *Les signaux*

En reconnaissant le rôle plus vaste de l'argent dans la société, il est alors extrêmement compliqué de réduire l'économie à un système de lois, de prescriptions politiques et d'équations quantitatives applicables universellement. Mais les efforts visant à éliminer la vraie complexité de l'argent offrent un exemple frappant de « *willful ignorance* » (ignorance délibérée) selon les termes de Herbert Weisberg<sup>10</sup>. Ce caractère d'ignorance délibérée consiste à réduire la réalité à un ensemble simpliste et maniable de propositions déconnectées du monde réel et, de fait, incapable d'en gérer efficacement la complexité et l'incertitude. Le constat de Tomas Björkman est le même : les modèles du marché qui ne ressemblent que vaguement au monde réel ne sont effectivement ni les seuls ni les meilleurs systèmes que l'on puisse concevoir<sup>11</sup>.

Il existe de nombreux symptômes de l'action de distorsion et de confinement exercée par les concepts économiques dominants qui nous empêchent de percevoir, de comprendre, de saisir et de mettre à profit les pouvoirs productifs plus vastes de la communauté mondiale au service du bien-être humain.

1. **Multiplication des actifs financiers** : selon McKinsey, le nombre d'actifs financiers mondiaux s'est multiplié par douze, passant de 12 billions de dollars seulement en 1989 à quelque 225 billions de dollars en 1980. À titre de comparaison, le produit mondial brut (PMB) a été multiplié par quatre au cours de la même période.
2. **Instabilité financière** : selon le Fonds monétaire international, entre 1970 et 2010, le monde a connu pas moins de 145 crises bancaires, 208 effondrements de devises et 72 crises de la dette souveraine. À cela s'ajoute un total de 425 crises systémiques, ce qui représente en moyenne dix pays en crise chaque année!
3. **Excès d'épargne mondiale** : bien que Ben Bernanke l'ait évoquée en 2005 lorsqu'il dirigeait la Réserve fédérale américaine, d'autres économistes ont tôt fait de rejeter l'idée d'un excès d'argent dans le monde. Il expliquait la forte hausse des prix de l'immobilier et d'autres actifs par le fait que l'épargne mondiale, dépassant les investissements, affichait un surplus. En 2008, le début de la crise financière mondiale donna du crédit à cette analyse. Si de nombreuses explications différentes de ce phénomène ont été avancées, force est de constater que cette abondance de richesse générée au cours des trente-cinq dernières années n'est pas utilisée de façon optimale pour améliorer le bien-être et les conditions de vie de l'homme dans le monde.

4. **Inégalité croissante** : l'effet de l'inégalité croissante de la répartition des richesses et des revenus dans le monde pendant cette période est incontestable. La concentration toujours plus forte de la richesse entre les mains d'une minorité dont les besoins en matière de consommation sont déjà largement assouvis a une incidence très limitée sur la croissance des besoins mondiaux d'investissements en actifs productifs. C'est également lié à la hausse du chômage mondial. Dans les économies où les besoins sont faibles, la meilleure équité assurée par un impôt plus progressif est synonyme de dépenses plus importantes et d'un emploi plus large des ressources.
5. **Chômage** : la hausse du niveau du chômage à l'échelle mondiale est aussi le signe que l'argent n'est pas employé de manière productive. Aujourd'hui, dans le monde, plus de 200 millions de personnes sont sans emploi et plus d'un million sont touchées par le sous-emploi. Ces chiffres sous-estiment largement le véritable déficit. D'autres mesures du taux de participation de la main-d'œuvre aux États-Unis montrent que le taux de sous-emploi est au moins deux fois supérieur au taux de chômage<sup>12</sup>. Selon le Bureau international du travail, le nombre de personnes en âge de travailler n'ayant pas participé au marché du travail a augmenté de quelque 26 millions, dépassant les 2 milliards en 2015. L'emploi précaire touche 1,5 milliard de personnes et représente plus de 46 pour cent de la population totale employée. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus de 70 pour cent des travailleurs ont un emploi précaire. Dans certains pays, le sous-emploi atteint même les 75 pour cent<sup>13</sup>. Dans un monde marqué par la croissance rapide de la population, où plusieurs milliards de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté, le besoin en denrées et en services de base est toujours plus élevé, tout comme le nombre de personnes ayant un besoin urgent de trouver un travail pour s'assurer le revenu nécessaire pour les acquérir. L'écart entre le surplus d'argent, la capacité productive et les besoins humains non satisfaits révèle le dysfonctionnement du système financier. Dans ces circonstances, une meilleure équité obtenue à travers un impôt plus progressif permettrait d'accroître les dépenses et l'emploi des ressources humaines et financières.
6. **Casino mondial** : l'excès d'épargne mondiale s'explique aussi par la croissance rapide des capitalismes de casino à la suite de la déréglementation du secteur bancaire dans les années 1990. En effet, les sociétés générant des bénéfices et des flux de trésorerie élevés ont amassé d'importantes réserves de liquidités, au lieu d'investir pour le développement de l'activité.
7. **Divorce entre les marchés financiers et l'économie** : le volume des opérations de change, dépassant les 5 billions de dollars par jour en 2015, a plus que quadruplé en vingt ans<sup>14</sup>. On estime que 2 ou 3 pour cent seulement de ces transactions sont dus à l'activité commerciale ou à l'investissement : les 97 pour cent restants sont liés au cyber-casino spéculatif mondial<sup>15</sup>. L'économie réelle prospère grâce à des niveaux de prix stables et prévisibles et à des sources constantes d'investissements à moyen et long terme. Les marchés financiers s'éloignent de plus en plus de l'économie réelle. Une part croissante du capital circule dans le monde en quête de

rendements spéculatifs déconnectés de l'économie réelle. Initialement créés pour rassembler les capitaux immenses nécessaires pour soutenir le commerce international et l'industrialisation, les marchés financiers, aujourd'hui informatisés, se consacrent à tirer profit des écarts minimes de prix observés pendant quelques fractions de seconde. Les fonds spéculatifs parient à très court terme sur les taux de change et le prix des actifs, générant une instabilité extrême. Après la déréglementation, mêmes les établissements bancaires bénéficiant du soutien de la banque centrale ont suivi le mouvement. Comme l'a récemment fait remarquer Stiglitz, « quand on donne le choix aux banques, elles préfèrent le profit sans risque, voire la spéculation financière, plutôt qu'un prêt qui soutiendrait l'objectif plus vaste de croissance économique<sup>16</sup> ».

8. **Hausse des réserves de change** : la forte hausse des réserves mondiales de devises étrangères montre également que le système fonctionne dans des conditions très instables. Les réserves de change totales dépassaient les 21,7 billions de dollars en 2014, à comparer aux 2,1 billions de dollars en 2000<sup>17</sup>. Les pays sont obligés de maintenir leurs réserves à des niveaux toujours plus élevés pour se protéger de l'instabilité croissante et de l'incertitude de l'économie mondiale de marché.
9. **Taux d'intérêt négatifs** : l'argent représente la capacité productive et le pouvoir social. Un système économique incapable d'employer de manière productive l'argent disponible pour promouvoir la sécurité économique, le bien-être et les conditions de vie de tous est fondamentalement inefficace et inefficace. À son tour, si l'argent ne sert pas cette finalité sociale essentielle, alors il perd de sa valeur. Cela se répercute notamment dans le prix qu'il attire sur le marché. Aujourd'hui, les pays ayant des taux d'intérêt négatifs, à savoir le Japon, la Suisse, la Suède, le Danemark et la zone euro, représentent un quart du PMB<sup>18</sup>.

### *Les mythes de l'argent*

Les mythes du marché que Björkman met en avant ne sont pas les seuls à perdurer. Le décalage entre notre conception des systèmes monétaires et leur véritable mode de fonctionnement est aussi important que le fossé séparant les modèles économiques du marché du monde réel. De même, l'écart entre leur mode de fonctionnement actuel et les solutions qui seraient préférables est considérable et compréhensible, dès lors que nous faisons tomber les barrières conceptuelles, des « angles morts » selon le mathématicien canadien William Byers qui nous poussent à nous raccrocher à des images déformées de la réalité au lieu de voir ce qui se passe réellement<sup>19</sup>.

Les mesures indispensables à un système monétaire recentré sur l'humain sont en grande partie déjà connues et débattues. Une taxe sur les transactions financières spéculatives à court terme aura pour effet non pas de gêner, mais d'encourager les investissements stables et de plus long terme dans l'économie réelle. Cela permettra de stabiliser les marchés financiers, hypersensibles et imprévisibles. Une taxe progressive sur les gains en capital inversement proportionnelle à la durée de l'investissement aura un effet semblable.

Si l'on élimine la taxe sur les salaires pour la remplacer par une taxe sur l'énergie, cela inversera la courbe des investissements technologiques au profit des investissements humains, supprimant ainsi la tendance artificielle causée par la dépréciation accélérée. Le rétablissement de taux progressifs d'imposition sur le revenu favorise une répartition plus équitable. Les taux d'intérêt négatifs stimuleront à la fois la consommation et les investissements. Et ainsi de suite.

La réforme des systèmes monétaires est confrontée à un obstacle majeur : les intérêts acquis et le pouvoir de la ploutocratie. En effet, le mauvais usage du pouvoir social est une réelle entrave aux initiatives politiques, comme cela a été le cas tout au long de l'histoire. Mais ce n'est pas une raison pour faire perdurer l'illusion que le système actuel est équitable, voire le meilleur possible. Quand nous aurons le courage d'affronter sans détour la vérité sur l'argent et les marchés, alors seulement nous pourrons espérer changer le système. Il est grand temps de faire la lumière sur ce que la théorie économique camoufle. La dernière partie de ce document aborde donc la face cachée et si souvent ignorée lors des débats de théorie et de politique économiques : la réalité du pouvoir social.

## Le pouvoir social

Une appréciation rationnelle du système social, économique et politique actuel doit se baser sur une compréhension du réservoir sous-jacent de potentiel social, de la façon dont il peut être transformé en pouvoir effectif, de la façon dont ce pouvoir est réparti, de la façon dont les intérêts particuliers détournent sa répartition et l'usurpent en vue d'un gain privé. Il est donc nécessaire de définir un vocabulaire qui distingue le champ non structuré du *potentiel social* énergétique, les structures organisées et les activités exerçant le *pouvoir social*, et les mécanismes informels légaux comme illégaux, sources d'immenses *inégalités sociales* dans la répartition du pouvoir et des avantages qu'il génère.

### *Le potentiel social*

Pour comprendre véritablement le rôle du pouvoir social, notre regard doit se poser au-delà des structures et des systèmes qui définissent le cadre institutionnel, organisé et formel de la société moderne, sur le réservoir infini d'énergies sociales créatives, de connaissances, de ressources et de possibilités qui représentent le champ d'énergie du point zéro duquel émergent toutes les constructions et les réalisations sociales. Parce qu'il manque de structure, ce champ intangible d'énergies politiques, économiques, sociales, culturelles et psychologiques est difficile à percevoir, à définir, à saisir et à gérer ; ainsi il est largement négligé par les sciences sociales qui se nourrissent de définitions et de quantités mesurables. Or ce réservoir de pouvoir est la source et la force motrice du développement et de l'évolution sociale, et son pouvoir dépasse celui de la société formée, de même que la base immergée de l'iceberg est plus grande que la partie émergée de l'iceberg. Ce champ amorphe et non structuré de la société est un réservoir inépuisable de potentiel social.

En pratique, nous pourrions saisir l'ampleur de ce potentiel social seulement quand il sera organisé et qu'il prendra la forme d'une structure sociale. Avant le catalogue de vente par correspondance Sears dans les années 1890, personne n'imaginait qu'une société pourrait devenir le numéro un mondial de la vente au détail sans posséder un seul magasin. Un siècle plus tard, Amazone réitérait l'exploit avec la vente de livres sur le cyberspace, et eBay créait la première boutique au monde dans laquelle chaque consommateur pouvait devenir vendeur. Jusqu'à ce que Bank Americard se transforme en système international de carte de crédit sous le nom de Visa International il y a un demi-siècle, personne n'imaginait que les transactions électroniques par carte de crédit pourraient un jour supplanter la monnaie, naguère principal moyen de paiement. Aujourd'hui le volume des transactions mondiales par carte de crédit dépasse les 12 billions de dollars chaque année. Avant Uber, personne n'imaginait qu'une autre solution que les services locaux de taxi puisse être créée à l'échelle mondiale, en l'espace d'une nuit ou presque, en mettant à profit le parc non organisé de voitures privées et de conducteurs nécessitant un appoint de salaire et disposant de temps libre. Avant AirBnB, mettre sur pieds une chaîne hôtelière mondiale prenait des dizaines d'années et exigeait des milliards de dollars d'investissement, et personne n'imaginait que les chambres vides des maisons privées du monde entier pouvaient constituer en quelques années un réseau mondial. Imaginez un système qui permette d'employer une partie des chômeurs dans le monde : vous entrevoyez alors l'ampleur du potentiel social qui ne demande qu'à être organisé.

### ***Le pouvoir social***

Au sens le plus large, le pouvoir social désigne la capacité de la société à atteindre les buts et les aspirations de son peuple. Le pouvoir social est généré en libérant, en dirigeant et en mettant à profit les énergies sociales en vue d'une action effective, en créant des lois, des institutions et des systèmes sociaux effectifs qui organisent les énergies diffusées. C'est ainsi qu'il y a dix mille ans, les groupes migrants de chasseurs-cueilleurs se sont sédentarisés en adoptant une nouvelle méthode pour se fournir en nourriture : l'agriculture. L'observation minutieuse des processus naturels de production de leur nourriture leur a permis de comprendre le rôle essentiel des semences, de l'eau, du soleil, du sol et des saisons dans la production des denrées. Leur communauté entière s'est organisée afin de reproduire et de cultiver ces processus naturels. Grâce aux gains de productivité obtenus, la population mondiale s'est multipliée par dix.

Le pouvoir social désigne le pouvoir exercé par les individus. C'est le quantum de pouvoir qu'un individu peut puiser dans la société, dans les limites permises et garanties par les droits formels, les lois, les règles et les systèmes sociaux et par les institutions informelles, les coutumes, l'usage et les valeurs. Chaque nouvelle technologie comme le téléphone mobile, chaque nouvelle liberté comme l'extension du droit de vote, chaque nouvelle loi encourageant la sécurité et l'égalité sociales renforcent le pouvoir des individus et de la société dans son ensemble.

La société mondiale jouit aujourd'hui d'un pouvoir sans précédent et toujours plus étendu. Ce pouvoir prend des formes innombrables : il s'agit par exemple du pouvoir en matière de transport, de communication, de production, d'échange, de sécurité, de gouvernance, d'éducation, de loisirs, de recherche, d'invention, de découverte et de créativité. Ces cinquante dernières années, l'humanité a assisté à la croissance exponentielle de multiples formes de pouvoir social. La démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, les marchés ouverts, l'esprit d'entreprise, la découverte scientifique, l'innovation technologique, la mondialisation, l'éducation supérieure ont été les principaux moteurs de cette croissance. Ces gains ont permis de faire avancer considérablement la sécurité, le bien-être social et les conditions de vie de l'homme, mais *ce progrès n'est pas à la hauteur du potentiel, parce que la répartition du pouvoir engendré est détournée et biaisée en faveur d'une élite politique et économique restreinte.*

### ***L'égalité sociale***

Le pouvoir effectif désigne la façon par laquelle le pouvoir social total s'exerce, permet d'identifier les bénéficiaires et de mesurer les bénéfices. De profondes inégalités ont perduré de tout temps dans la répartition du pouvoir social au sein de la population. En 1880, les vingt-neuf plus grands propriétaires fonciers britanniques possédaient des domaines immenses. Tous portaient un titre nobiliaire ; douze d'entre eux étaient ducs. Quatorze possédaient une propriété de plus de 40 000 hectares. Le duc de Sutherland, dont les terres étaient situées principalement dans les Highlands en Écosse, avait plus de 500 000 hectares<sup>20</sup>. En outre, ce noyau de propriétaires occupait les plus hautes fonctions gouvernementales, militaires et ecclésiastiques. Jusqu'en 1918, seuls les gros propriétaires fonciers étaient autorisés à voter lors des élections. Pendant longtemps, les fermiers de tout le pays avaient pour obligation de voter pour le candidat de leur propriétaire. L'éducation supérieure nécessaire pour gravir les échelons de la société et accéder aux fonctions du pouvoir était dans une large mesure réservée aux classes supérieures. Les femmes britanniques n'ont acquis le droit de vote qu'en 1932. Dans les colonies de l'Empire britannique, leurs droits étaient encore plus restreints, cela va sans dire.

Comme l'Histoire l'a démontré, une répartition plus large et équitable du fruit des progrès sociaux génère un pouvoir social et un bien-être supérieurs. Les démocraties modernes sont bien plus puissantes sur le plan politique que les monarchies et les sociétés féodales parce qu'elles sont en mesure de libérer, de diriger et de canaliser plus efficacement les énergies de leur peuple à travers la liberté et l'État de droit. De même, les économies de marché engendrent une meilleure productivité et créent plus de richesses en offrant à une part bien plus large de la population la possibilité de participer de façon libre et productive aux activités commerciales.

Par comparaison historique, le pouvoir et la productivité mêmes du système actuel de marchés dépassent de loin tous les systèmes économiques précédents. Mais quand les contraintes de la répartition du pouvoir social sont entièrement prises en compte, il devient évident que le système actuel est loin d'être optimal. Un fossé immense sépare

l'ampleur totale du pouvoir social et les résultats qu'il génère dans la société. De profondes inégalités dans la répartition du pouvoir social affectent le pouvoir social total de la même façon que les profondes inégalités de la répartition des revenus et de la richesse limitent la richesse totale et la prospérité de la société. Plus la répartition est égalitaire, plus le pouvoir total généré est grand et plus le bienfait global pour la société dans son ensemble est grand. Donc le dynamisme du marché dépasse de loin celui des économies centralement planifiées. De même, une répartition plus équitable du pouvoir social améliorerait considérablement la capacité effective globale de la société à répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens. Il convient de noter que depuis l'effondrement du communisme, la théorie économique est restée étonnamment silencieuse sur cette question, comme si le sujet était tabou.

De nos jours, le monde est en mesure d'offrir une éducation supérieure de qualité à chaque être humain, mais l'accès à l'éducation et les réalisations du système éducatif restent très faibles et la répartition inégale de la richesse en est l'une des raisons principales. C'est également le cas pour la nutrition, la santé et d'autres besoins essentiels. Björkman explique que ces décalages proviennent de la façon dont le système des marchés est utilisé plutôt que d'une insuffisance inhérente du système même<sup>21</sup>. Le même système de base peut être restructuré de façon à générer des résultats différents.

Aujourd'hui, l'égalité sociale se heurte à des barrières importantes. Elles revêtent la forme de lois et de politiques publiques consciencieusement détournées en faveur des intérêts acquis, d'un appui informel du gouvernement aux grandes entreprises, de puissants groupes de pression influençant l'agenda législatif, de l'influence du pouvoir de l'argent sur les élections et donc sur les politiques fiscales en faveur des riches, et des formes illégales et plus manifestes de corruption et de crime usurpant le pouvoir public à des fins privées. Aujourd'hui, plus d'une centaine de pays sont dirigés sous l'étiquette de la démocratie, mais ils présentent de grandes différences quant à la façon dont ils élisent leurs représentants, protègent les droits de l'homme, donnent du pouvoir à chaque citoyen, appliquent l'État de droit, font la loi et exécutent les politiques, etc. La ploutocratie ou l'oligarchie se font passer pour la démocratie dans certaines régions où des sommes considérables sont dépensées légalement ou illégalement pour influencer le résultat des élections. Ailleurs, la corruption du pouvoir politique confisque la richesse publique à des fins privées. La loi entretient également un terrain de jeu inégalitaire sous la forme de niches fiscales pour les riches, de privilèges étendus en matière de brevet et de copyright, et d'innombrables autres effets de pouvoir. Aucune de ces distorsions n'est essentielle au fonctionnement des démocraties et des économies de marché, mais elles ont un impact démesuré sur les conséquences sociales du mode de fonctionnement des systèmes. Elles sont toutefois largement ignorées et occultées.

La répartition du pouvoir social a connu des changements radicaux au cours des siècles passés. La monarchie a donné naissance à la démocratie, l'esclavage a été aboli, le féodalisme et la servitude ont disparu, l'impérialisme et le colonialisme ont été supplantés par l'autodétermination nationale, les droits des femmes et des minorités ont nettement

progressé sur le chemin de l'égalité, la démonstration agressive de la supériorité militaire qui dominait de par le monde a perdu de sa légitimité et quasiment disparu.

Historiquement, tous les progrès ont été gagnés par la violence. La révolution démocratique a transféré le pouvoir aux mains du peuple. Des changements radicaux au sein du pouvoir social ont été le fruit de violentes révolutions comme en Amérique, en France, et en Russie, et de guerres totales comme la guerre de Sécession aux États-Unis, les deux guerres mondiales et les guerres de libération nationale. Ce n'est qu'au cours de soixante-dix dernières années que nous avons assisté à des révolutions sociales pacifiques de grande ampleur, comme le *New Deal* aux États-Unis, le mouvement pour l'indépendance de l'Inde, le mouvement américain des droits civiques, la fin de l'*Apartheid*, la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique. Mais la violence menaçait d'exploser si les moyens pacifiques s'avéraient ineffectifs. La peur du communisme était un facteur majeur de l'humanisation du capitalisme américain pendant le *New Deal*.

Ainsi, la violence évitée par Gandhi a surgi sous la forme d'un conflit communautaire à la suite de l'indépendance de l'Inde. Il y a quelques années, le mouvement *Occupy Wall Street* nous rappelait tout bonnement qu'une répartition plus large est une évolution nécessaire et inévitable. L'effondrement du communisme a laissé place à une accalmie temporaire des pressions en faveur de l'égalité sociale, ce qui a permis à la pensée économique réactionnaire d'acquiescer une nouvelle respectabilité. Mais ce calme ne saurait durer. La prochaine réaction sera certainement bien plus puissante et effective quand les contraintes évidentes de l'autoritarisme, sapant la crédibilité du communisme, seront éliminées.

Aujourd'hui de puissants intérêts acquis encouragent brutalement l'inégalité économique. C'est une violence légalisée des riches et des puissants qui doit être bannie en vue de l'émancipation de tous. Le précédent historique n'offre pas de justification ni de base théorique à la persistance de l'injustice sociale. Il est temps que la science économique reconnaisse pleinement et impartialement le tissu sous-jacent de forces sociales et de processus gouvernant le fonctionnement actuel de l'économie.

## Une économie centrée sur l'humain

Qu'est-ce que l'économie ? Tandis que la science politique est par convention décrite comme la science de la gouvernance, l'économie renvoie traditionnellement aux notions de production, d'échange et de consommation de biens et de services. Il va de soi toutefois que ces descriptions sont bien trop étroites et autolimitées pour refléter la réalité sociale d'aujourd'hui. La gouvernance actuelle se rapporte à toute la gamme des besoins et des aspirations de l'homme, de la sécurisation des frontières d'une nation et la sécurité physique des citoyens et de leurs biens à la défense des droits individuels en passant par la promotion de l'harmonie sociale, la satisfaction des besoins de base, le développement de l'économie, la gestion monétaire et budgétaire nationale, l'assurance d'opportunités et de sécurité économiques, la préservation et l'amélioration de la santé publique, la fourniture d'une éducation de qualité, la protection de l'environnement et d'innombrables autres activités destinées à encourager le bien-être et les conditions de vie de tous.

La démocratie est à ce jour le meilleur moyen de réaliser cette myriade d'objectifs et s'est révélée immensément plus efficace que le féodalisme, la monarchie, la dictature militaire et d'autres formes d'autoritarisme. L'objectif de la gouvernance démocratique moderne est essentiellement de garantir les droits fondamentaux et de favoriser le meilleur développement possible du potentiel de chaque citoyen. Les démocraties prospèrent dans la mesure où elles réussissent à libérer l'énergie de leurs citoyens et à protéger de façon optimale les droits de l'homme, à leur offrir les connaissances, les compétences, l'infrastructure organisationnelle et l'atmosphère propice nécessaires à leur expression libre, pleine et créative. Le droit d'élire et de choisir un représentant du gouvernement, pour et par le peuple, est un mécanisme conçu pour assurer une protection maximale des droits de l'homme et l'égalité devant la loi. Mais, en fin de compte, les réalisations de la démocratie dépendent de sa capacité non seulement à protéger et à autoriser, mais également à appuyer activement et à encourager le développement le plus complet des capacités de chaque personne.

Les grands psychologues humanistes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont décrit l'accomplissement de soi comme la capacité d'une personne à penser pour elle, à choisir pour elle, à se reposer sur ses propres capacités et à agir librement en vue de réaliser ses aspirations les plus élevées, tout en respectant et en soutenant l'égalité des droits pour les autres et en acceptant la responsabilité de contribuer à la sécurité, au bien-être, aux conditions de vie et au plein développement de la communauté entière. Cette conception de l'individualité mature contraste avec l'individualisme autrement plus étiqué et unilatéral résumé par la maxime « chacun pour soi ». La plus grande force de la démocratie réside dans sa capacité à favoriser le développement de l'individualité de ses membres.

Par extension et par nécessité, l'objectif ultime de l'économie doit être le même. Bien qu'axée sur la dimension économique des activités humaines, l'économie est omniprésente et exerce une influence déterminante et puissante sur chaque aspect de l'existence sociale. La liberté est un vain mot dans un pays offrant un accès insuffisant à l'alimentation, au logement, à la mobilité, à l'information, à l'éducation, entre autres biens et services. La liberté sans possibilité de travailler et sans une source sûre de revenus, c'est comme une carotte que l'on agite sous le nez de l'âne sans possibilité pour lui de l'atteindre. Les économies prospèrent dans la mesure où elles libèrent les énergies de leur population, les canalisent dans des activités protectrices et développent les capacités de leurs membres à y contribuer de manière productive, dynamique et créative. Ici aussi l'individualité est la clé. C'est l'essence même de l'esprit d'entreprise qui se manifeste dans la capacité à penser et à agir de manière créative avec confiance en soi et courage, en quête de nouvelles possibilités.

L'individu joue un rôle unique dans le développement de la société. Des individus naissent les aspirations, les idées créatives, les inventions, les innovations organisationnelles et les initiatives dynamiques qui caractérisent une société productive pleine de vitalité. L'individu est la forme de capital la plus précieuse que toute société possède et la source de ses plus grandes réalisations. Une science de l'économie réellement centrée sur l'humain, se consacrant à encourager pleinement le bien-être et les conditions de vie de l'homme, atteint la maturité quand elle conçoit et appuie des mesures destinées à pro-

mouvoir le plus haut degré de bien-être et d'épanouissement de l'individualité en tous les hommes.

L'individualité est la base et la source ultime du pouvoir social. Le pouvoir social est une mesure des pouvoirs confiés à chaque individu. La confiscation et la solitude du pouvoir, illustrées par l'inégalité des revenus et de la redistribution des richesses et par le sous-emploi massif, disqualifient tant l'individu que la société et les tiennent à l'écart du pouvoir. Une véritable science de l'économie doit embrasser ces vastes dimensions sociales et psychologiques.

## Notes

1. WEBER, Eugen, *From Peasants into Frenchmen: The Modernization of Rural France 1870-1914*, Stanford : Stanford University Press, 1976.

2. SMITH, Adam, *An inquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations*, New York : The Modern library, 1937.

3. ASLUND, Anders, *How Ukraine became a market economy and democracy*, Washington, DC : Peterson Institute for International Economics, 2009.

4. « A Question of Utility », *The Economist*, 8 août 2015, [www.economist.com/node/21660559](http://www.economist.com/node/21660559) ; et « Time to Fix Patents », *The Economist*, 8 août 2015, [www.economist.com/printedition/2015-08-08](http://www.economist.com/printedition/2015-08-08).

5. HELTON, Devin, « Great Problems: An Epidemic of Rent-seeking », *Devin Helton* (blogue), 14 avril 2013, <http://devinhelton.com/2013/04/14/rent-seeking-economy/>.

6. WILL, George F., « It's time to break the teeth-whitening monopoly », *The Washington Post*, 10 février 2016, [www.washingtonpost.com/opinions/is-this-the-end-of-judicial-review-of-economic-regulations/2016/02/10/cb2b6788-cf49-11e5-88cd-753e80cd29ad\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/opinions/is-this-the-end-of-judicial-review-of-economic-regulations/2016/02/10/cb2b6788-cf49-11e5-88cd-753e80cd29ad_story.html)

7. WRAY, L. Randall, « How to Implement True, Full Employment », communication à l'occasion de la conférence en ligne Global Employment Challenge de la World Academy of Art & Science, 2009, <http://worldacademy.org/node/1748>.

8. BJÖRKMAN, Tomas, *The Market Myth*, Stockholm, Suède : Fri Tanke, 2016.

9. MCALONE, Nathan, « Apple is the most valuable brand in the world - for the third year in a row », *Business Insider*, 5 octobre 2015, [www.businessinsider.in/Apple-is-the-most-valuable-brand-in-the-world-for-the-third-year-in-a-row/articleshow/49231972.cms](http://www.businessinsider.in/Apple-is-the-most-valuable-brand-in-the-world-for-the-third-year-in-a-row/articleshow/49231972.cms)

10. WEISBERG, Herbert, *Willful Ignorance: The Mismeasure of Uncertainty*, New Jersey : John Wiley & Sons, 2014.

11. BJÖRKMAN, *The Market Myth*.

12. Bureau of Labor Statistics, *Alternative Measures of Labor Underutilization for States, 2015 Annual Averages*, Washington, DC : Bureau of Labor Statistics, 2015, [www.bls.gov/lau/stalt.htm](http://www.bls.gov/lau/stalt.htm)

13. Bureau international du travail, *World Employment Social Outlook 2016*, Genève : Bureau international du travail, 2016, [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_443480.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_443480.pdf)

14. NAG, Anirban, MCGEEVER, Jamie, « Foreign exchange, the world's biggest market, is shrinking », *CNBC*, 11 février 2016, [www.cnbc.com/2016/02/11/reuters-america-foreign-exchange-the-worlds-biggest-market-is-shrinking.html](http://www.cnbc.com/2016/02/11/reuters-america-foreign-exchange-the-worlds-biggest-market-is-shrinking.html)

15. LIETAER, Bernard, « Beyond Greed and Scarcity », *Yes Magazine*, 30 juin 1997, [www.yesmagazine.org/issues/money-print-your-own/beyond-greed-and-scarcity](http://www.yesmagazine.org/issues/money-print-your-own/beyond-greed-and-scarcity)

16. STIGLITZ, Joseph, « What's holding back the world economy », *Market Watch*, 12 février 2016, [www.marketwatch.com/story/whats-holding-back-the-world-economy-2016-02-08](http://www.marketwatch.com/story/whats-holding-back-the-world-economy-2016-02-08).

17. « Total Reserves (Includes Gold, Current US\$) | Data », Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/indicator/FI.RES.TOTL.CD>

18. « Negative Creep », *The Economist*, 6 février 2016, [www.economist.com/news/leaders/21690031-negative-rates-club-growing-there-limit-how-low-rates-can-go-negative-creep](http://www.economist.com/news/leaders/21690031-negative-rates-club-growing-there-limit-how-low-rates-can-go-negative-creep)

19. BYERS, William, *The Blind Spot: Science and the Crisis of Uncertainty*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2011.

20. BLAKE, Robert, « Never Has So Few Owned So Much », *The New York Times*, 4 novembre 1990, [www.nytimes.com/1990/11/04/books/never-has-so-few-owned-so-much.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/1990/11/04/books/never-has-so-few-owned-so-much.html?pagewanted=all)

21. BJÖRKMAN, *The Market Myth*.